

Introduction au volume 3, numéro 4

Par Gilles L. Bourque, Louis Favreau et Ernesto Molina

« *Les coopératives sont une alternative au capitalisme sauvage* » affiche d'entrée de jeu la PDG du mouvement Desjardins, Mme Monique Leroux, à la faveur du lancement de l'Année internationale des coopératives par l'ONU à New York en octobre dernier. Plus largement, dans le mouvement coopératif, on semble prendre de plus en plus conscience de la profondeur de la crise et de sa portée internationale (le capitalisme financier, les dégâts écologiques...). On découvre aussi que les coopératives, par leur approche, s'en sortent mieux comme entreprises (ce qui est vérifiable, chiffres à l'appui). De plus, de façon plus offensive, ses dirigeants affirment plus vigoureusement que les coopératives font partie des alternatives économiques à cette crise. Sans compter un diagnostic nouveau, notamment chez Desjardins, aux Rencontres du Mont-Blanc (RMB) et au sein de l'Association coopérative internationale (ACI) : jugeant que les coopératives sont politiquement timides, Desjardins organise avec l'ACI un <http://www.sommetinter2012.coop/site/accueil> Sommet dont un des thèmes prioritaires sera celui de l'influence sociopolitique internationale du mouvement coopératif.

Le présent numéro de la Revue vie économique, sur le thème *Le capitalisme en crise, quelle réponse des coopératives ?*, veut explorer ce qui est en train de changer au sein de ce mouvement aujourd'hui : 1) une plus forte internationalisation ; 2) une distance critique du capitalisme qui avait été remise depuis un bon moment ; 3) sa légendaire neutralité politique de plus en plus questionnée ; 4) le virage écologique de certains réseaux à la faveur de Rio+20, etc.

Sommes-nous à la veille d'un important tournant ? Les sujets dont nous avons invité un ensemble d'auteurs (chercheurs ou praticiens) à traiter sont :

1. La distance par rapport au capitalisme dans le mouvement coopératif suite à la crise est-elle bien réelle ? temporaire ? solidement appuyée ? Comment garder distance et cohabiter (le secteur coopératif marchand) ?
2. L'internationalisation entre-t-elle véritablement en force et pourquoi ?
3. Développement durable et virage écologique : présentation et analyse d'exemples de réalisation et de tournants politiques d'organisations sur cette question.
4. Action politique : le mouvement coopératif est-il en mesure de quitter sa légendaire neutralité politique vue comme une condition de «développement d'affaires» ?



Présentation des articles

C'est avec une contribution de Louis Favreau que s'ouvre ce dossier sur les coopératives. De nouvelles dynamiques, nous dit-il, sont en train de naître dans le mouvement coopératif. Mais il n'est pas le seul dans ce cas : face à la montée de la mondialisation néolibérale, face à la crise globale que nous traversons (écologique et économique), nombre de mouvements voient leur rôle redéfini un peu partout dans le monde développé et, encore plus, dans les pays du Sud. Dans son texte, il cherche à comprendre le fil de ces nouvelles dynamiques et tente de répondre à quelques questions cruciales : ces mouvements fournissent-ils des réponses inédites et adéquates à cette pression ? Et de ces réponses nouvelles, le monde coopératif est-il de la partie ? Est-il et sera-t-il un acteur de premier plan à côté d'autres mouvements (agricole, syndical, écologique...) ? Cela reste à voir, rajoute Favreau, mais des gestes importants se font aujourd'hui dans cette direction, ce qu'il développe abondamment dans son texte.

Les cinq textes suivant proviennent d'un panel d'auteurs étrangers invités justement à partager avec nous leur réflexion sur les dynamiques en cours dans leur milieu. Dans le premier on aborde le cas des coopératives de travail en France. Denis Clerc, fondateur de la coopérative de travail qui gère l'excellent magazine Alternatives Economiques, nous présente un bref historique de cette formule coopérative (qu'on nomme les Scop) et dresse un état des lieux et des défis dans le contexte particulier de la crise écologique que nous connaissons aujourd'hui. Pour lui la chose apparaît assez clairement : dans le domaine de la production, les Scop sont bien mieux placées que les entreprises classiques pour opérer la mutation écologique qu'exige la situation. Pourquoi ? Parce que cette reconversion écologique du système productif implique que les entreprises deviennent des organisations plus solidaires, soucieuses de qualité (du travail, des produits et des relations sociales) davantage que de quantité, assument leurs responsabilités sociales et environnementales et ne fassent pas du profit maximal la finalité de leur existence. Or, l'économie sociale en général, et les Scop en particulier, nous dit Denis Clerc, sont mieux en mesure de répondre à ces défis que les organisations capitalistes.

Après les coopératives de travail en France nous abordons les coopératives sociales italiennes avec Enzo Pezzini. Selon l'auteur, l'une des caractéristiques cruciales du modèle coopératif italien, c'est l'intersectorialité, soit la fonction de syndicat d'entreprises « horizontal » qui est mise en avant de la déclinaison sectorielle qui vient en suite. C'est cette vision d'ensemble, à la masse critique qu'on peut générer et au poids politique qu'on peut exercer, qui permet en bonne partie d'expliquer une des plus remarquables réussites coopératives de ces dernières décennies : la coopération sociale italienne. Elle permet également d'y voir une capacité « structurelle » d'explorer de nouveaux secteurs. On assiste ainsi à une progressive évolution vers des formes d'entreprise coopérative qui répondent aux besoins des communautés locales.

L'Afrique n'est pas en reste, nous dit Abou Salam Fall. Bien qu'elle reste marquée par son faible développement, contrastant avec son potentiel de croissance endogène, les formes de résilience face à la crise s'y distinguent et prennent leurs racines dans la fibre solidaire d'un patrimoine immatériel commun. Sur la base de quelques exemples pris dans divers pays d'Afrique, l'auteur



met en lien l'identité ou la référence commune qui unit les membres des coopératives. En comparant ces exemples, il veut faire entrevoir les manières dont les coopératives africaines portent la production locale pour la valoriser et la mettre sur les marchés (national et international). Il met aussi en relief les innovations favorisées par les coopératives pour se frayer leur espace propre. En conclusion, il fait apparaître le lien social comme une valeur ajoutée des coopératives qui s'intègrent dans l'économie sociale et solidaire pour influencer les autres modèles économiques.

S'élevant au-dessus des expériences immédiates, la contribution de Jean-François Draperi traite plus largement du projet politique du mouvement. Selon lui, le mouvement coopératif mondial devrait connaître un nouvel essor en ce début de XXI^e siècle. Après avoir traversé trois grandes utopies (qu'il nomme les républiques de producteurs, de consommateurs et du développement) le mouvement coopératif contemporain éprouve néanmoins des difficultés à déterminer une stratégie d'ensemble. En l'absence d'une théorie de référence, la conception libérale menace nombre de coopératives, soit en les forçant à se banaliser dans le cadre d'un capitalisme conquérant, soit en les contraignant à occuper des niches et à les enfermer dans un rôle de régulation ou de réparation des problèmes inhérents au capitalisme. Dans ce contexte, il propose que les coopérateurs se donnent les moyens de définir une stratégie coopérative à travers la conception d'une université coopérative internationale associant acteurs et chercheurs.

L'article suivant est la fidèle transcription de la conférence d'Alain Lipitez au rendez vous de réflexion qui a eu lieu à Joliette en avril dernier (organisé par la Caisse d'économie solidaire et le Groupe d'économie solidaire du Québec), qui avait pour thème : quelle transition écologique de l'économie au Québec et sur la planète ? On avait demandé à l'auteur de répondre à la question : « Que s'est-il passé entre Rio 1992 et Rio 2012 ? ». Pour lui, en 1992, pour la première fois, l'Humanité, à travers son existence organisationnelle qu'est l'Organisation des Nations Unies, a commencé à affronter consciemment les menaces qu'elle-même, par les modèles de développement qu'elle a adoptés, fait peser sur le futur de notre planète. Et plus précisément : sur le futur d'une vie plus authentiquement humaine sur notre planète. Il conclut son exposé sur ces mots : nous aurons en 2012, à Rio, à proclamer que nous avons une autre réponse que celle de confier la planète aux multinationales, que nous avons l'économie sociale et solidaire. Et nous pensons que seulement celle-ci nous mettra sur la route du bien-vivre, si nous comprenons bien, aussi, que *Vivre, c'est aider à vivre*.

Après ces cinq textes magistraux d'auteurs étrangers sur les enjeux d'un autre modèle économique, et en particulier de la coopération, nous revenons au Québec pour... mieux aboutir à l'international. C'est qu'Ernesto Molina aborde dans un texte serré, avec une multitude de références bibliographiques, la place qu'occupent et le rôle que jouent les coopératives en Amérique latine tout en insistant sur la présence du mouvement coopératif québécois dans la solidarité internationale. Pour l'auteur, les coopératives ne sont pas la panacée ni au Sud ni au Nord. Elles n'offrent pas de garanties complètes contre de possibles dérives. Elles n'en demeurent pas moins incontournables dès qu'il s'agit de mettre en œuvre, concrètement, une « autre économie » au service de la société parce qu'elles sont notamment fondées sur l'intercoopération à



petite échelle (la communauté locale) comme à très grande échelle (sur le plan international).

Dans sa seconde contribution, Louis Favreau veut ‘rouvrir’ un dossier oublié, celui des coopératives dans leur liaison avec les autres mouvements sociaux. Dans la mesure, rappelle-t-il, où le mouvement coopératif est en pleine effervescence, il est en voie de franchir une autre étape en ouvrant de nouveaux chantiers dans le développement économique et social d’un Québec des régions et même très internationaux. Mais les avancées de ces nouveaux chantiers, nous dit Favreau, supposent la mise en place d’une condition obligée et sans équivoque : la capacité de faire mouvement par une action politique fédérative en alliance avec d’autres organisations et institutions. Le Sommet international des coopératives, prévu pour l’automne 2012, identifie d’ailleurs cet enjeu comme étant un des quatre grands défis de la prochaine décennie. Avec un large survol historique, suivi d’une analyse des enjeux actuels, l’auteur nous présente ce qu’il appelle « la face cachée de la réussite des coopératives et des mouvements sociaux ».

Le texte suivant nous vient de Patrice LeBlanc. Il aborde plus spécifiquement la question de l’apport des coopératives au développement des communautés rurales du Québec. En prenant appui sur l’histoire de la région de l’Abitibi-Témiscamingue, il montre l’importance du mouvement coopératif pour faire face aux nombreux défis auxquels font face les villages ruraux. Le monde rural, nous dit l’auteur, est inquiet de son avenir. Mais néanmoins il s’organise et résiste. Les milieux ruraux font preuve d’inventivité en utilisant, plus que tout autre, les nouvelles formes de coopératives. À chaque époque, la formule coopérative apparaît comme une avenue novatrice pour assurer aux collectivités rurales une plus grande emprise et un meilleur contrôle, plus démocratique, sur leur milieu de vie. Et, en ce début du XXI^e siècle, elle reste encore une alternative pertinente pour relever les défis auxquels doivent faire face les villages ruraux.

Dans le monde agricole, la formule coopérative continue de jouer un rôle important pour la protection du monde rural. Pourtant, nous dit Vincent Cloutier de la Coop fédérée, même si dans les secteurs sous gestion de l’offre les barrières tarifaires dressent un rempart qui nous protège des soubresauts de l’environnement d’affaires mondial, on ne peut s’en dissocier totalement. Dans ce contexte, les constats qu’il dresse sont alarmants : en raison de divers facteurs (l’utilisation des sols pour d’autres utilisations que la nourriture, la très forte concentration des grands fournisseurs mondiaux d’intrants, le phénomène d’accaparement des terres agricoles, etc.), les marchés agroalimentaires affichent depuis peu une nouvelle folie spéculative qui représente une véritable menace. L’agriculture québécoise, nous dit M. Cloutier, a fait ses choix, en privilégiant une agriculture de métier, dans des structures de production plus petites qu’ailleurs, mieux réparties sur l’immensité du territoire québécois. Pour maintenir ce tissu, il faut s’appuyer sur l’avantage coopératif - être enraciné dans son milieu - pour s’assurer que ce patrimoine inestimable demeure la propriété des producteurs agricoles québécois.

Et dans le monde forestier ? Jocelyn Lessard, directeur général de la Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF), se charge d’aborder en long et en large cette question. D’entrée de jeu, l’auteur se demande si les coopératives forestières, qui existent depuis près de 75 ans au Québec, offrent réellement une réponse au capitalisme en crise ? C’est ce qu’il se propose



d'examiner en détail dans son texte en s'attardant sur le projet pilote du FQCF visant à soutenir l'utilisation de la biomasse forestière en faveur d'un virage vers le développement durable, en collaboration avec les communautés. Après la traversée de six années de crise du secteur, liées à l'effondrement des marchés des produits du bois, et l'héritage de décennies de sous-traitance, Jocelyn Lessard affirme que les coopératives forestières ont fait la preuve de leur immense potentiel et de leur résilience.

L'avant-dernier texte porte sur les coopératives de santé. En plus d'expliquer le contexte très particulier de l'expérience bien connue de la coop de santé de Saint-Étienne-des-Grès et du chemin parcouru depuis 1995 par l'idée même de coopératives de services de santé, sous forme de bilan provisoire, Jean-Pierre Girard porte dans son article un regard critique. Un regard sur ce qui nourrit l'espoir, par exemple, une présence plus marquée du citoyen dans la gouverne du système de santé, mais aussi qui suscite des doutes dans le développement de cette forme originale d'organisation des services de santé au Québec, comme la vulnérabilité à l'influence des pharmacies et la question des cotisations et des consultations médicales. Mais au-delà des critiques, il lui apparaît clairement que la présence d'une telle institution communautaire reste finalement un puissant outil de développement, un mouvement de mobilisation de la société civile face à un constat d'échec de l'ordre institutionnel.

Le dossier sur les coopératives se clôt sur une entrevue réalisée par Louis Favreau avec Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et membre de la direction des Rencontres du Mont-Blanc (RMB). L'entrevue permet d'aborder cinq thèmes : l'émergence et le développement des Rencontres du Mont-Blanc; les avancées politiques des RMB à l'heure de Rio+20; la transition écologique de l'économie; l'action politique des coopératives et de l'économie sociale et solidaire; le renouvellement de la pensée du mouvement et sa critique du capitalisme. Mais nous reconnaissons bien l'ancien militant syndical qui termine son entrevue en nous rappelant : « Il y a Rio + 20 qui est un coup d'envoi... et il y a l'après-Rio ! » Ce n'est qu'un début...